

1
2
3

**RÉSISTER ET CONSTRUIRE,
UNE NOUVELLE PAGE
DU COMMUNISME**

4 *« Si on veut obtenir quelque chose*
5 *que l'on n'a jamais eu,*
6 *il faut tenter quelque chose*
7 *que l'on n'a jamais fait »*

8 Pour affronter les périls qui montent, jusqu'au risque existentiel pour
9 l'humanité, discerner les potentialités qui naissent dans les convulsions
10 d'une civilisation capitaliste et libérale en crise profonde, et ouvrir un
11 chemin révolutionnaire, nous avons besoin d'un parti communiste qui
12 soit à la hauteur des défis, du point de vue de l'analyse, de la stratégie
13 et de l'action.

14 C'était l'ambition du 38^{ème} congrès, auquel nous avons apporté une contribution décisive.

15 Or un décalage profond et croissant s'est creusé entre les orientations et engagements qui
16 avaient été pris et leur traduction concrète dans l'orientation suivie effectivement, dans
17 l'activité politique comme dans la vie réelle de notre parti. La base commune proposée par
18 le Conseil national des 28 et 29 mars confirme cet abandon stratégique.

19 C'est avec regret que nous avons dû nous résoudre à en proposer une autre, c'est en
20 mesurant le sens de nos responsabilités que nous alertons sur le danger que courrait le parti
21 communiste à poursuivre sur la voie actuelle.

22 Le 40^{ème} congrès doit être un moment de réflexion collective et ouverte,

- 23 • où l'on interroge la stratégie actuelle, essentiellement tournée vers des choix
24 électoraux ;
- 25 • où l'on se demande si l'ambition révolutionnaire du XXI^e siècle – dépasser le
26 capitalisme, du local au mondial, en passant par la France et l'Europe – est
27 correctement représentée par une formule tournée vers le passé, le « socialisme aux
28 couleurs de la France » ;
- 29 • où l'on renoue avec l'analyse marxiste des contradictions qui travaillent la civilisation
30 contemporaine, avec la prise en compte des novations marxistes adoptées par le PCF
31 pour s'attaquer à la domination du capital, base de l'analyse de classe, mise en cause
32 par les révolutions écologique, informationnelle, monétaire, militaire,
33 anthropologique ;
- 34 • où nous nous rassemblons autour d'un projet communiste faisant du « libre
35 développement de chacun.e » la condition du « libre développement de tou.te.s »,
36 seul capable, avec la construction d'un socialisme de liberté et d'émancipation
37 autogestionnaire, de relever le défi d'une crise systémique dont l'aggravation met la
38 société et le monde au bord de l'explosion ou de l'effondrement ;

39 • où nous construisons une stratégie pour donner à notre peuple la force de s'opposer
40 avec succès à l'arrivée possible de l'extrême-droite au pouvoir.

41 C'est dans le débat éclairé, sans faux-fuyants, sans pression ni chantage, que nous
42 parviendrons ensemble à donner le cap pour que le Parti communiste soit plus que jamais
43 communiste. C'est ainsi que collectivement nous pourrions dépasser les tensions et les
44 divisions, entretenues par les ambiguïtés, les zig-zags et la confusion.

45 Le « sigle » PCF est sorti de l'effacement, mais nous demeurons fort peu visibles et lisibles
46 en termes d'idées, de propositions, de contenus et de projet de transformation radicale. Il
47 est en de même pour notre identification par la population, ou pour la construction du
48 rassemblement. Cela s'est d'ailleurs traduit dans le contenu et le résultat de nos campagnes
49 électorales, que ce soit à l'occasion de la présidentielle ou, de manière encore plus
50 significative, lors des élections européennes. De cela, aucun bilan n'a été dressé, aucun
51 enseignement n'a été tiré !

52 Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement

53 Un premier objectif est vital : développer notre vie démocratique interne, pour un parti qui
54 pense et agit collectivement. En ce sens, nous devons interroger nos modes de
55 fonctionnement, d'organisation et de direction qui sont marqués, au plan national, par une
56 dérive présidentialiste. En six ans, notre vie démocratique n'a pas connu les évolutions qu'il
57 était pourtant urgent d'engager pour impliquer collectivement les adhérents et les
58 responsables du Parti dans les prises de décisions à tous les niveaux. Il aura manqué de ce
59 point de vue un travail réel sur le parti et une volonté d'aboutir. Rien de significatif dans le
60 texte de base commune proposé par le CN ne permet d'entrevoir un changement de cap.

61 Deuxième objectif : une action du Parti communiste fondée sur une visée claire et précise,
62 qui assoie notre présence politique dans le pays sur des objectifs bien identifiés. Le Parti
63 communiste doit être le parti de l'action politique de terrain. Il doit être le parti des luttes.
64 Parce qu'il les soutient. Mais aussi parce qu'il participe à leur construction, qu'il les nourrit,
65 en mettant en débat nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, ou
66 pour un renouveau démocratique, de l'entreprise à la cité. Il doit être ainsi le parti qui donne
67 du sens et de la perspective à ce qui bouge dans la société, avec une analyse marxiste
68 réappropriée par l'ensemble des communistes. Il nous faut être déterminés à expérimenter
69 les luttes le plus loin possible, jusqu'à des victoires significatives.

70 Troisième objectif, s'engager avec lucidité et détermination dans la bataille de la prochaine
71 présidentielle avec un.e candidat.e communiste qui porte une alternative donnant à voir une
72 transformation sociale assez profonde pour aller jusqu'au dépassement du système
73 capitaliste et libéral, sans rêver de répondre aux attentes de notre peuple en se contentant
74 d'aménager l'ordre existant ou en revenant à des expériences passées qui ont d'ailleurs été
75 en échec et dont il faut tirer les leçons pour le combat révolutionnaire. Au moment où la
76 menace de l'extrême-droite se fait de plus en plus pressante mais où notre peuple possède,
77 dans ses profondeurs, la capacité de lui résister, il est indispensable d'articuler nos options
78 radicales avec un travail pour des éléments communs incontournables de programme de
79 rassemblement à gauche. C'est d'une telle candidature que le pays a besoin. Un.e candidat.e

80 qui aura pour objectif, avec l'ensemble des communistes, de faire bouger les idées dans le
81 pays, et singulièrement à gauche, particulièrement sur les questions fondamentales sur
82 lesquelles la gauche échoue depuis 1983, à savoir l'utilisation de l'argent, la question cruciale
83 des entreprises et des pouvoirs à conquérir pour leur faire jouer un rôle nouveau dans
84 l'économie et la société, la démocratie, la mondialisation et l'Europe.

85 Engager le Parti sur cette voie constitue, pensons-nous, le moyen de le rassembler, de
86 reconstruire l'indispensable unité des communistes. Une unité qui ne soit pas de façade ou
87 de circonstances mais qui repose sur du concret. Et quoi de mieux que de la cimenter autour
88 de contenus et d'objectifs politiques répondant aux immenses défis de la période,
89 redonnant ainsi confiance et espoir en un vrai changement politique en France, en Europe
90 et dans le monde. Nos statuts étant ce qu'ils sont, nous avons expérimenté lors de la
91 préparation du 38^{ème} congrès à quel point le texte alternatif d'alors, *Manifeste pour un parti*
92 *communiste du XXI^e siècle* dans lequel nombre d'initiateurs du présent texte s'étaient
93 impliqués, avait permis un riche débat démocratique, avec la participation de très nombreux
94 communistes, et débouché sur une forte unité du parti. Nous voulons renouer avec cette
95 perspective alors que la base commune proposée lui tourne le dos et que d'autres textes se
96 tournent soit vers une dilution renouvelée, soit vers le passé.

97 En cela, cette proposition de base commune ne se veut pas un texte de plus pour se compter
98 ou pour se singulariser mais un outil de débat et de construction mis au service de toutes
99 et de tous les communistes pour qu'à l'issue de notre 40^{ème} congrès nous sortions
100 collectivement armés pour mener l'indispensable bataille de conquêtes nouvelles : ni
101 électoralisme suiviste d'une autre force politique, ni électoralisme isolationniste remballant
102 les idées-forces communistes, ni retour vers un passé mythifié, peuplé de mots magiques.
103 Un projet pour les défis d'un XXI^e siècle déjà bien engagé, au premier rang desquels : faire
104 prédominer le développement de toutes les capacités humaines et du vivant, par la
105 coopération, le partage des moyens et des pouvoirs, de la France jusqu'au monde, en
106 passant par l'Europe et les Sud, contre la domination du capital sur nos vies et sur la planète.

107	Table des matières		
108	Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement		3
109	Introduction.....		7
110	1 Dans la crise, les ferments d'une transformation révolutionnaire de la civilisation.....		11
111	1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale		11
112	1.2 Une crise systémique du capitalisme.....		12
113	1.3 Face à l'affrontement généralisé, luttons pour construire une autre mondialisation de		
114	coopération, de partage, de paix et de co-développement.....		13
115	1.3.1 Une crise du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis.....		14
116	1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société		15
117	1.3.3 La France particulièrement exposée		15
118	1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux pour une tout autre mondialisation		15
119	1.3.5 Refonder l'Union européenne		17
120	1.3.6 Des exigences immédiates pour refonder les relations internationales		19
121	1.4 Le projet communiste et la transition socialiste vers une nouvelle civilisation		20
122	2 Des axes de batailles immédiates et structurantes.....		22
123	2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs		22
124	2.1.1 L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de		
125	formation.....		22
126	2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics.....		23
127	2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur du projet et de l'action des communistes.....		23
128	2.1.4 Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation		25
129	2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux		26
130	2.3 Des moyens financiers		26
131	2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers		26
132	3 Rassembler pour gagner la bataille contre le capital		28
133	3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux dont le capital écrase les vies et		
134	compromet l'avenir		28
135	3.2 Un apport communiste pour fonder l'unité à gauche sur un projet transformateur.....		29
136	3.3 Affirmer la présence du projet communiste dans les batailles électorales de 2027		31
137	4 Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXIe siècle.....		32
138	4.1 Un parti qui réfléchit collectivement		32
139	4.1.1 Les commissions, creuset de l'élaboration politique		32
140	4.1.2 La formation		33
141	4.2 Un parti organisé pour agir dans la société et dans les institutions		33
142	4.2.1 Agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital		34

143	4.3	Agir contre le capital, du local au mondial.....	34
144	4.3.1	Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles.....	35
145	4.3.2	Jeunesse.....	35
146	4.4	Le PCF et les institutions	36
147	4.5	Des instances pour animer l'action collective.....	36
148	4.6	Communication.....	37
149	4.7	Finances, moyens.....	38
150		Conclusion	38
151			
152			

Introduction

154 L'impérialisme américain porte les guerres partout, embrase le Proche-Orient. Il fait peser
155 sur toute la planète la menace d'une destruction massive. Où nous entraînent le carnage sur
156 le front ukrainien depuis la tentative d'invasion par la Russie, le génocide perpétré en toute
157 impunité contre le peuple palestinien, l'agression tous azimuts de l'administration Trump,
158 le suivisme, dans une course frénétique au surarmement, des dirigeants allemands,
159 britanniques et français ? Multipliant les pressions commerciales, déployant des
160 revendications territoriales, ne se souciant pas des ravages écologiques du capitalisme,
161 Trump saborde le multilatéralisme et le droit international dans une fuite en avant pour
162 consolider une hégémonie en crise et de plus en plus contestée.

163 Son agressivité vient de loin, de la crise systémique où la civilisation capitaliste et libérale
164 occidentale dominant le monde entier se débat depuis un demi-siècle. L'humanité est-elle
165 encore en état de relever le défi climatique ? L'intelligence artificielle va-t-elle tuer
166 l'intelligence tout court ? Peut-on en finir avec la pauvreté, le chômage de masse, la
167 précarité, l'insuffisance de formation ? Quand s'arrêtera l'asphyxie financière de nos
168 services publics et de notre protection sociale ?

169 Dans cette crise, une nouvelle civilisation de toute l'humanité se cherche, émancipée de
170 l'exploitation capitaliste et de toutes les dominations. Comment contribuer à l'irruption des
171 peuples pour imposer son avènement ?

172 Notre peuple affronte la tourmente avec une économie affaiblie et un régime politique en
173 crise. Des « gilets jaunes » au mouvement qui a rassemblé des millions de nos concitoyennes
174 et concitoyens contre la réforme des retraites, les luttes des soignant.e.s et jusque dans les
175 luttes d'aujourd'hui dans l'industrie et les services, la résistance sociale a fait la preuve de sa
176 vitalité. Mais, en l'absence d'alternative politique crédible, elle peine à endiguer les assauts
177 de Macron et du patronat contre l'emploi, contre la Sécurité sociale et contre les services
178 publics.

179 La perte de confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions représentatives et la
180 démocratie délégataire témoignent de ce que l'État de la Cinquième République est lui-
181 même en crise profonde. Une forte aspiration s'exprime, dans toute la société, à dépasser
182 les délégations de pouvoir constitutives du libéralisme, vers une démocratie
183 autogestionnaire. Mais, faute d'une prise en compte de ces exigences, y compris à gauche,
184 les colères et les angoisses nourrissent l'ascension d'une extrême-droite qui n'a rien renié
185 de son héritage fasciste, pétainiste et colonialiste, et qui noue des collusions de plus en plus
186 évidentes avec la droite traditionnelle. Pourtant, notre peuple a trouvé en lui-même des
187 ressources, aux législatives de 2024, pour barrer la route de Matignon à Bardella en
188 imposant la constitution du Nouveau Front populaire et, aux dernières élections
189 municipales, pour contenir jusqu'à un certain point la poussée du RN.

190 Il est donc possible de résister et, pour résister, de prendre le projet communiste comme
191 boussole pour analyser les contradictions du monde contemporain et pour contribuer à

192 l'action et au rassemblement de toutes ces forces dans l'action contre la domination du
193 capital et le néolibéralisme.

194 Notre Parti sera-t-il à la hauteur des périls et des moyens à mobiliser pour les conjurer ?
195 Notre quarantième congrès doit regarder en face les rendez-vous que nous avons
196 partiellement/finalement manqués depuis les deux précédents congrès, et en tirer les
197 conséquences dans la bataille d'idées, dans nos choix stratégiques et dans la vie de notre
198 organisation.

199 Depuis le 39ème congrès, tout se passe comme si l'ambition d'une transformation radicale
200 de la société, qui est la raison d'être du Parti communiste, était mise de côté au nom d'une
201 stratégie visant avant tout à la préservation de positions électorales dans le cadre d'une
202 Vème République en état avancé de pourrissement. Or cette stratégie a rencontré des
203 échecs répétés.

204 Ainsi, au lieu de mettre en avant notre projet pour des retraites dignes du XXIe siècle, le
205 discours officiel du Parti s'est rallié à la seule revendication du retrait de l'augmentation de
206 la durée des cotisations. Au nom de l'unité du mouvement, cette posture a au contraire mis
207 notre discours en contradiction avec la revendication phare de la retraite à 60 ans à taux
208 plein, pourtant portée jusqu'au bout par la CGT. Elle a laissé perdurer les craintes sur le
209 financement du système, inhibant la lutte au lieu de porter audacieusement nos propositions
210 de réforme. Elle n'a pas contribué à mettre en échec le projet Macron, ni à déjouer les
211 manœuvres du pouvoir lorsqu'il a présenté le report partiel de la réforme comme une façon
212 de satisfaire les attentes populaires.

213 Plus problématique encore, la sécurité d'emploi ou de formation, proposition centrale, au
214 cœur de notre projet de société, pour le dépassement du marché du travail et pour en finir
215 graduellement avec le chômage et la précarité, a été l'angle mort d'une campagne prévue
216 sur l'emploi et sur notre projet communiste en lien avec les luttes, que les communistes ne
217 sont pas appropriée, dès lors qu'elle devenait une campagne affirmant simplement le besoin
218 d'industrie et de services publics. Au lieu de faire valoir la radicalité et le réalisme du projet
219 communiste, seul à avoir l'audace de s'attaquer au capital jusque dans ses principaux
220 bastions, les entreprises et les banques.

221 De fait, malgré les dispositions prises depuis le 38ème congrès pour redonner un élan à
222 l'implantation du PCF sur les lieux de travail, notre présence dans les entreprises continue
223 de se heurter à des difficultés liées à l'absence d'une prise en compte de cet objectif comme
224 enjeu central de notre action politique.

225 Cette action a en effet été focalisée comme jamais auparavant sur les campagnes électorales.
226 Mais les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'exceptionnelle énergie militante que les
227 communistes y ont déployée.

228 En 2024, la campagne des européennes est restée polarisée sur la « souveraineté de la
229 France », réduite à l'État au risque de nous faire confondre avec les « souverainistes », en
230 rupture par rapport à nos choix de congrès pour une construction européenne porteuse
231 des intérêts communs des peuples européens face aux défis sociaux, climatiques et
232 démocratiques. La proposition concrète d'un « Fonds européen de développement des

233 services publics » financé par la BCE, pourtant inscrite dans les textes du 39ème congrès et
234 de notre « Conférence européenne » n'a pas été portée médiatiquement, pas plus que nos
235 propositions sur l'OMC et le FMI pour résister à l'hégémonie états-unienne aux côtés du
236 Sud global avec cette grande idée novatrice d'une monnaie commune mondiale de
237 coopération alternative au dollar. Le résultat final de l'élection a cruellement mis en lumière
238 l'échec de ces options. Plus que jamais, les principes de coopération et un internationalisme
239 pratique, fait de luttes communes, doivent fonder nos engagements.

240 Quelques constats et enseignements des élections municipales qui viennent d'avoir lieu.

241 Trois constats, d'abord. Le premier constat, c'est l'importance de l'abstention,
242 particulièrement pour une élection municipale. Elle montre l'approfondissement de la crise
243 politique et de la démocratie représentative. Le second constat, c'est la grande diversité des
244 situations. Le troisième constat, c'est la montée de l'extrême-droite, et une porosité
245 nouvelle entre son électorat et celui de la droite.

246 Un enseignement important de ces élections, à ce stade, est que nous sommes capables de
247 résister à la montée du RN. Nous et la gauche. A partir d'une union ✚ dans la clarté.

248 Mais, second enseignement, le poids de la gauche est insuffisant électoralement et
249 insuffisant en termes de clarté de contenu.

250 Les campagnes et batailles locales ont été de bonne qualité, avec un engagement intense
251 des militants communistes.

252 Mais il y a de grandes questions nationales qui taraudent la population. Elles jouent un rôle
253 important dans les consciences. Et à juste titre. Au premier rang desquelles le budget
254 national d'austérité renforcée, sa traduction sur les politiques publiques locales, et la
255 question des retraites. Il fallait porter la contestation, alliée à des propositions alternatives
256 crédibles parce que fortes, identifiables, communistes.

257 Une telle bataille nationale a manqué. Une ligne de lutte et d'alternative est une façon de
258 mobiliser les énergies, mais c'est aussi notre conception des communes : des mairies et des
259 élus de lutte.

260 Alors, il a été dit « certains ont nationalisé l'élection », comme un reproche. Cela dépend de
261 ce qu'on entend par là. Il fallait, en parallèle de la campagne de qualité, menée par les
262 communistes et par nos candidats, une bataille nationale politique sur le fond :

- 263 • austérité, communes et besoins sociaux,
- 264 • la grande question de l'emploi, avec au cœur le rôle des entreprises et de l'utilisation
265 de l'argent,
- 266 • le besoin d'alternative sur les pouvoirs, et de conquête de nouveaux pouvoirs.

267 Au total, la direction nationale avait la responsabilité d'aider à déverrouiller la chape de
268 plomb qui pèse dans les consciences sur les responsabilités de la situation (nourrissant la
269 désignation de boucs émissaires) et sur la question des moyens financiers comme des
270 pouvoirs nouveaux à conquérir si l'on veut répondre aux exigences sociales populaires.

271 Cette contestation contre l'austérité et ce lien aux questions des moyens financiers et des
272 pouvoirs a grandement manqué, et nous devons nous interroger sur ce qu'il convient de
273 faire pour qu'elle devienne une priorité dans notre activité nationale et dans la bataille
274 d'idées que nous menons.

275 1 Dans la crise, les ferments 276 d'une transformation révolutionnaire 277 de la civilisation

278 1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause 279 la civilisation capitaliste et libérale

280 La révolution technologique informationnelle est une transformation profonde. Elle prend
281 racine au sein même du capitalisme et elle est le fruit de l'inventivité humaine, comme hier
282 la révolution industrielle naissait dans les limbes de la société féodale puis d'Ancien régime.
283 Avec elle une nouvelle efficacité économique, fondée sur le développement des capacités
284 humaines et sur le partage des informations, devient nécessaire et possible. Bien qu'elle soit
285 distordue et récupérée par le capitalisme et les multinationales monopolistes
286 informationnelles, ses principes s'opposent sur le fond à ceux du capitalisme qui sont de
287 donner la priorité au développement du capital et à l'appropriation monopoliste. Cette
288 révolution technologique pose ainsi avec une acuité nouvelle l'affrontement de classe du
289 capital contre les capacités humaines qui devient un affrontement du capital contre toute
290 la société.

291 La révolution démographique, avec l'allongement de la durée de la vie et les besoins de
292 santé, d'autonomie et de dignité associés, la possibilité pour les femmes de maîtriser la
293 procréation, les nouvelles relations qui s'instaurent dans les couples et dans les familles, est
294 porteuse de libertés nouvelles. Mais le capitalisme l'utilise pour marchandiser l'ensemble
295 des temps de la vie, au travail et hors travail. s La baisse de la natalité, au-delà de nouveaux
296 choix de vie, est avant tout le produit de politiques d'austérité, du chômage, de la précarité,
297 de désastres écologiques et de perspectives guerrières, qui empêchent le plus grand nombre
298 de se projeter dans l'avenir, et qui pèsent particulièrement sur les femmes en limitant leur
299 autonomie, leurs droits reproductifs et leur possibilité de choisir librement si et quand
300 devenir mères.

301 Enfin, l'humanité a aujourd'hui le pouvoir d'agir sur l'ensemble de sa niche écologique : la
302 planète. C'est l'anthropocène. Or, l'exigence d'expansion du capital met radicalement en
303 cause notre environnement, l'écologie, et met en danger l'espèce humaine elle-même.

304 Dans les convulsions de cette crise, les luttes sociales et écologiques, le féminisme et son
305 ampleur mondiale, les mouvements pour l'égalité de genres, le refus de l'assignation à une
306 identité ou à un rôle social, la volonté de changer le travail et d'émancipation, la mise en
307 cause des délégations de pouvoir, les mouvements anticolonialistes et antiracistes au nord,
308 la puissance montante des BRICS, l'épouvante qu'inspirent à l'impérialisme américain les
309 succès spectaculaires de la Chine, au milieu des énormes contradictions nées de son propre
310 développement, l'aspiration à la paix, à un monde commun traduisent, de façon
311 contradictoire et incertaine, la recherche d'un autre avenir que celui où nous enfermerait le
312 pourrissement de la civilisation capitaliste et libérale. Ils sont des points d'appui et des

313 leviers formidables pour changer la société dans un sens révolutionnaire. Quels que soient
314 les efforts des multinationales pour préserver les monopoles informationnels sur lesquels
315 elles ont assis leur rentabilité, les innovations techniques, toutes liées aux moyens
316 radicalement nouveaux de manipuler les informations, créent les bases matérielles et
317 technologiques d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital
318 matériel et financier, mais un développement insoupçonné et continu de toutes les capacités
319 humaines. Il y a ainsi besoin d'un tout autre type de développement des forces productives.
320 Mais les rapports sociaux fondés sur le capital entrent en conflit avec ce besoin et
321 maintiennent leur régulation par le taux de profit. Cela confère une actualité radicale au
322 combat de classe.

323 1.2 Une crise systémique du capitalisme

324 « Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui
325 résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de
326 développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a
327 fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de
328 multinationales (...) La masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé
329 réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue
330 des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et
331 de services publics, ce qui renforce les difficultés », écrivions-nous au 39^{ème} congrès.

332 Dans cette nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME),
333 transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution
334 informationnelle, les emplois non pourvus et les pénuries de qualifications vont de pair
335 avec la pénurie de services publics. L'insuffisance criante des salaires, du pouvoir d'achat,
336 de la demande solvable coexiste avec une désindustrialisation qui s'accélère. La prétendue
337 « politique de l'offre » détruit en réalité l'offre, la production, car elle n'est qu'une politique
338 du profit.

339 Notre dépendance aux services informationnels étatsuniens est à peine moindre que notre
340 dépendance industrielle. Quant à notre souveraineté alimentaire, elle est grandement
341 menacée et notre tissu économique agro-alimentaire est en crise profonde.

342 Au total, l'oligarchie financière ne parvient à rentabiliser une masse de capitaux accumulés
343 depuis des décennies qu'au prix d'une débauche d'aides publiques, d'une concurrence
344 coupe-gorge pour monopoliser informations, ressources humaines et matérielles, et au prix
345 d'une fuite en avant dans la financiarisation, les délocalisations, le néo-colonialisme et
346 l'économie de guerre.

347 Ainsi, l'alliance entre l'État et le capital, dont un aspect – la masse accrue des aides publiques
348 aux entreprises – est une facette qui a commencé à être mis en lumière, présente des
349 caractéristiques nouvelles qu'il convient de réexaminer.

350

351 Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-
352 ci puis transformation de sa nature. Elle est à présent de plus en plus soumise aux impératifs
353 du seul capital, des profits et de la baisse du coût du travail. Complément « social » : des
354 mesurètes sectorielles et de soutien aux plus pauvres... financées par les couches
355 moyennes salariées, et non par le capital.

356 Subventions, exonérations de cotisations sociales, d'impôts (notamment pour le capital
357 financier), prises de participations publiques en capital, utilisation intensive de la création
358 monétaire au bénéfice des marchés financiers, mise en concurrence tous azimuts,
359 commande publique d'armements. L'intervention de l'État s'est aussi repositionnée pour
360 des compromis avec les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Au
361 nom de « l'attractivité » les capitaux étrangers pénètrent notre économie et rachètent
362 capacités productives et technologies, et les multinationales à base française peuvent ainsi
363 continuer à investir à l'étranger, tout particulièrement aux États-Unis. Surgissent ainsi, à
364 présent, de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité et
365 de valeur.

366 Imposer une tout autre intervention publique, mais aussi des pouvoirs démocratiques
367 nouveaux dans les entreprises et les territoires peut être rassembleur. C'est un enjeu de
368 classe qui mûrit dans la crise.

369 Les multinationales (GAFAM, pharmacie, pétrole...) tirent parti du gain de coût que
370 permet le partage des coûts informationnels (RD, brevets, ...) au sein de leur réseau privé
371 de filiales. Mais elles construisent et étendent ces réseaux au prix de rachats financiers qui
372 dépassent largement ces gains. Elles se protègent contre des prises de contrôle par une fuite
373 en avant dans la surévaluation et la capitalisation boursière. Ce partage monopoliste crée
374 une nouvelle contradiction qui alimente une crise profonde d'efficacité, voire de sens. Au
375 contraire, la révolution informationnelle appelle un plein partage des coûts et des
376 utilisations, jusqu'au niveau du monde. Il serait facteur d'une efficacité démultipliée, sans
377 les cercles vicieux de l'accumulation financière. La révolution informationnelle exige donc,
378 pour sa pleine efficacité, de révolutionner la mondialisation.

379 1.3 Face à l'affrontement généralisé, luttons pour construire 380 une autre mondialisation de coopération, de partage, 381 de paix et de co-développement

382 Les menaces s'accumulent, mais aussi les potentiels et ressources pour y répondre. Le
383 monde est à un tournant. Il s'agit de relever des défis communs. Pour cela il faut mettre en
384 commun les forces de l'humanité, afin de développer en priorité les capacités humaines,
385 l'emploi, la formation, les services publics et une nouvelle industrialisation, avec des
386 protections sociales et écologiques. Cela demande une bataille internationaliste effective, à
387 construire, allant au-delà des nécessaires actions de solidarité internationale. Elle a à
388 affronter la domination du capital dans le monde et les institutions néolibérales de
389 l'impérialisme, au premier rang desquelles le dollar.

390 La crise capitaliste appelle en effet un autre ordre du monde, de co-développement pour
391 l'ensemble de l'humanité, des institutions internationales profondément transformées, un
392 nouveau type de coopérations et une intervention démocratique des travailleurs et
393 travailleuses à tous les niveaux sur les choix stratégiques des entreprises et l'utilisation de
394 l'argent, une culture de paix.

395 Mais nous ne sommes pas encore passés à un autre ordre du monde. Les convulsions
396 peuvent durer. Crise n'est pas solutions. Celles-ci se cherchent.

397 Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et la soumission au dollar, monte
398 l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. Donc par la
399 guerre économique entre pays. Ils veulent convaincre les peuples que la guerre, sous ses
400 différentes formes (militaire, économique, de civilisation) serait inévitable. Ils vont jusqu'à
401 la présenter comme une solution.

402 L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage
403 et de co-développement pour et par toute l'humanité, c'est-à-dire une véritable globalisation
404 des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention démocratique.

405 1.3.1 Une crise du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis

406 L'impérialisme des États-Unis repose sur quatre piliers, le dollar, la technologie, un certain
407 contrôle des institutions internationales (dont le Fonds Monétaire International), la
408 puissance militaire. Les multinationales US en sont l'expression. Il est en crise et cherche
409 une configuration nouvelle, plus monopoliste encore, comme on le voit avec les décisions
410 de Trump. Mais celles-ci prennent leurs racines dans la crise d'une économie mondiale
411 dominée par les grandes multinationales américaines et la logique du capital, profondément
412 déstabilisés par la suraccumulation dans la nouvelle phase de la révolution informationnelle
413 (hausse des profits, des inégalités, besoins décuplés de capitaux...), par la fragilisation de la
414 base sociale populaire de la classe dominante américaine, par la montée des BRICS,
415 singulièrement de la Chine, le changement climatique et les défis environnementaux
416 existentiels de l'humanité.

417 Pour endiguer son déclin et sauvegarder les intérêts de son capital, l'impérialisme étatsunien
418 tente de faire payer au reste du monde le prix de ses choix désastreux. Trump cherche à
419 sauver le dollar pour maintenir l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale et
420 l'extraterritorialité du droit américain dont les Français savent, notamment depuis la vente
421 d'Alstom-nucléaire à General Electric, à quel point elle est mortifère. Le dollar est un
422 obstacle au développement des nations et des économies. De nombreux pays, en particulier
423 au Sud, l'ont bien compris et tentent de s'en émanciper.

424 Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout
425 particulièrement d'une nouvelle phase de la relation entre l'État de l'impérialisme le plus
426 puissant – les États-Unis – et le capital en général. Le grand capital étatsunien recherche un
427 système impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les États-Unis qu'auparavant. La
428 réaction des différents dirigeants de l'Union Européenne est essentiellement munichoise et
429 conservatrice. Elle consiste à capituler, à renforcer le dogme libre-échangiste et à collaborer.
430 Dans une fuite en avant militariste et fédéraliste, les dirigeants européens tendent encore

431 plus à se comporter en simples alliés de Washington pour exploiter et imposer la règle du
432 jeu des États-Unis au reste du monde. C'est le comportement typique du « colonisé
433 intermédiaire ». C'est une forme de néo-collaborationnisme économique, dans un système
434 impérialiste où les États membres de l'Union Européenne, voire l'UE elle-même, cherchent
435 à jouer un rôle de sous-impérialisme néo-colonial, particulièrement la France en Afrique.

436 Ce choix néocolonial et de l'alignement sur l'impérialisme doit être combattu. Il appelle une
437 rupture nette et la construction d'une politique internationale fondée sur la souveraineté
438 des peuples, la coopération et la paix. Ni le libre-échange et la soumission au dollar,
439 promue tout particulièrement par les dirigeants de l'UE, ni le protectionnisme nationaliste
440 ou le souverainisme ne sont des issues. Tous deux accentuent la guerre économique et les
441 guerres tout court. Nous sommes en faveur de protections, et promotions, écologiques et
442 sociales, maîtrisées par les travailleur.se.s et les populations.

443 1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société

444 L'intensification de l'affrontement économique planétaire conduit à une récession
445 mondiale et accroît les risques de krach financier. Dans plusieurs pays, dont la France, elle
446 accélère la crise industrielle, les plans de licenciements, elle entretient une stagnation des
447 salaires. Elle conduit les gouvernements à annoncer de nouvelles coupes dans les dépenses
448 publiques. Ainsi, les travailleurs de tous les pays sont les premiers à payer le prix de cette
449 politique. Mais c'est aussi l'austérité pour les services publics et la protection sociale. C'est
450 pourquoi le PCF affirme que la guerre commerciale est avant tout une guerre du grand
451 capital contre toute la société .

452 1.3.3 La France particulièrement exposée

453 La France est dépendante en termes de matières premières, de marchés et de technologies.
454 Mais le pouvoir national comme les actionnaires s'enferment dans l'impératif de rentabilité
455 avec comme seule variable d'ajustement les salaires. Notre pays subit, comme ses voisins,
456 les conséquences calamiteuses des dogmes néolibéraux sur lesquels a été construite l'Union
457 européenne, conduisant à la subordination de cette dernière à l'impérialisme états-unien, à
458 l'inexistence de protections véritables des économies et des industries de nombreux pays,
459 au refus d'implication stratégique de l'État dans l'appui aux capacités humaines, facteur clé
460 de la création de richesses et de la transformation productive et énergétique.

461 1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux 462 pour une tout autre mondialisation

463 Pour répondre à l'offensive de Donald Trump, l'enjeu central est de donner la priorité au
464 développement des capacités humaines qui font la richesse des pays.

465 Plus précisément, pour cela, il faut de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions
466 et outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de co-développement.
467 Elles peuvent se rassembler dans cinq axes de propositions.

468 **Des protections sociales et écologiques**, qui visent des contenus (par exemple le
469 développement de l'emploi des deux côtés et la diminution commune des gaz à effet de

470 serre), et non du protectionnisme, qui lui vise des pays en tant que tels. Elles combinerait
471 des **taxations**, lorsqu'on ne respecte pas ces règles, mais aussi des **incitations positives** à
472 se développer et à atteindre des normes sociales et environnementales, avec des fonds
473 financés en partie par le produit des taxations. Ces fonds seraient gérés démocratiquement
474 avec la participation de représentants des travailleurs des pays concernés, pour développer
475 en commun les différents pays parties-prenantes.

476 **Des traités de maîtrise du commerce et des investissements** dont la visée est le
477 développement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat, ...), alors que
478 la visée actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'investissement international. Avec
479 ces nouveaux traités internationaux de commerce et d'investissement, les échanges
480 internationaux se feraient dans la mesure où ils développent l'emploi et les biens communs
481 des deux côtés.

482 Cela concerne bien sûr nos relations avec les pays du Sud, ou d'autres pays développés
483 comme le Canada. Mais aussi l'intra-UE, donc une remise à plat progressive des traités
484 européens, à commencer par admettre le principe de coopération (au lieu de la concurrence
485 libre et non faussée) et, pour les aides publiques, des critères sociaux, écologiques et
486 d'équilibre géographique intra-UE. Cela combine nouveaux débouchés, nouveau contenu
487 et développement.

488 **Une monnaie mondiale, véritablement commune**, de développement des biens
489 communs, de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits
490 de tirage spéciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits
491 de votes, poids des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec
492 l'ONU et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement), dans la lignée de ce
493 qui est proposé par l'Appel de Belém. La création monétaire de DTS serait affectée aux
494 banques centrales des pays à taux très bas, si celles-ci financent le développement des
495 services publics (y compris la protection sociale) et pour le crédit aux investissements des
496 entreprises à taux d'autant plus bas que ceux-ci programment et développent des emplois
497 et des réductions de gaz à effets de serre (GES). Cela permettrait « d'avalier », par un
498 développement sain du PIB, les dettes mondiales, dont celle des États-Unis qui est la plus
499 massive du monde (32.000 Md\$, soit 36,000 Md€, plus de 133 % de leur PIB).

500 **Une refonte des institutions internationales**, à commencer par l'ONU, dont il faut
501 supprimer le droit de veto des 5 membres permanents du conseil de sécurité, pour un
502 multilatéralisme de notre temps. Il faut aussi réformer profondément le FMI et il doit être
503 mis sous l'autorité de l'ONU, avoir pour mission de promouvoir les biens communs de
504 l'humanité et son développement social, économique et environnemental. Il faut enfin
505 transformer l'OMC (organisation mondiale du commerce) en organisation de maîtrise des
506 échanges, des investissements et de partage des technologies.

507 **La promotion de la paix et de la sécurité collective, dans l'esprit d'une culture de**
508 **paix**. La France doit sortir de l'OTAN, ne pas alimenter la course aux armements et
509 contribuer au désarmement global. Elle doit signer le TIAN (traité d'interdiction des armes
510 nucléaires). Elle doit s'engager pour une paix réelle en Ukraine, au lieu d'attiser le conflit,
511 basée sur l'auto-détermination des peuples concernés, organisée sous l'égide de l'ONU.

512 1.3.5 Refonder l'Union européenne

513 La crise de la construction européenne reflète la crise de la mondialisation et les
514 contradictions profondes du capitalisme en crise. Il faut en finir avec la construction
515 européenne actuelle conçue au service de la domination du capital, avec son principe de
516 « concurrence libre et non faussée », son soutien à l'OTAN et en son cœur la BCE
517 soutenant les marchés financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes,
518 et à présent l'économie de guerre.

519 En contradiction profonde avec la promesse d'une Europe de coopération et d'unité des
520 peuples, on lui doit un chômage colossal, la désindustrialisation, l'agriculture familiale
521 sacrifiée, la mise en cause des services publics et l'austérité généralisée, l'autoritarisme, le
522 martyr du peuple grec, une fragmentation entre le Nord et le Sud, des fractures internes à
523 chaque pays. Tout cela favorise la montée des populismes et de l'extrême droite, jusqu'à
524 des positions de pouvoir comme en Italie, une domination renforcée des États-Unis et du
525 dollar. Il n'est donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire. Le *statu quo* n'est pas
526 possible.

527 Si le PCF peut être fier d'être la seule force politique française à s'être opposée avec
528 détermination à tous les traités d'intégration néolibérale à l'Union européenne, notre
529 responsabilité est de donner une perspective à cette colère.

530 Outre le domaine économique et social, nous voulons en finir avec d'autres tares
531 fondamentales de l'actuelle construction européenne.

532 C'est le cas des violations des règles de la démocratie et de la souveraineté populaire. Le fait
533 que l'UE se soit construite jusqu'ici à l'abri des peuples est au cœur du problème. Nous
534 voulons inverser cette logique en plaçant l'implication des citoyennes et citoyens au cœur
535 de la construction d'une autre Europe.

536 C'est aussi le cas en matière de politique extérieure. Nous agissons pour une Europe qui
537 rompe avec l'alignement docile de l'UE sur les politiques irresponsables et dangereuses des
538 États-Unis ou d'Israël. Plus généralement, au lieu d'une UE qui pousse les feux de la
539 mondialisation capitaliste et qui s'abstient de toute initiative susceptible de contrer le
540 désordre mondial, nous voulons une Union qui use de son poids et de son influence pour
541 faire émerger, avec tous les alliés qui le souhaitent, de nouvelles règles dans les relations
542 internationales, plus justes, plus démocratiques, plus pacifiques.

543 C'est enfin le cas avec la question de l'accueil des migrants : l'Europe que nous voulons
544 doit tourner le dos à l'Europe-forteresse. Il est en particulier indispensable de remettre en
545 cause le Pacte européen sur la migration et l'asile adopté en 2024.

546 Il est plus crucial que jamais de faire de notre analyse le bien commun de tous les
547 communistes, comme une base de réflexion collective susceptible de mises à jour régulières.
548 Un choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union
549 européenne et ses traités ; agir pour une refondation de la construction européenne avec
550 des propositions alternatives. Mais comment y parvenir dans le cadre de traités établis pour
551 la mondialisation capitaliste ? Comment ouvrir sans attendre des brèches contre ces traités

552 et leur logique ? Comment faire grandir l'exigence d'un autre type de construction
553 européenne solidaire, respectueuse des peuples et des nations, contre le projet capitaliste,
554 libéral et fédéraliste et contre la montée des replis nationalistes et xénophobes ?

555 Nos conceptions d'une « Union de nations et de peuples libres, souverains et associés »,
556 d'une « nouvelle construction européenne à géométrie choisie », parce que nos peuples en
557 ont besoin pour relever des défis communs, au lieu du fédéralisme qui sert le néolibéralisme
558 et la finance, méritent d'être encore explicitées. Il en va de même de ses développements
559 sur les fondements d'une Europe démocratique ; sur notre conception des obligations en
560 matière de libertés, de droits fondamentaux, d'égalité des genres ; sur les transformations à
561 opérer dans l'UE.

562 Il s'agit de se situer sur le terrain européen en tenant compte de l'existant et de se saisir de
563 l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est
564 fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction
565 européenne. Pour nous, ces terrains sont pertinents pour la lutte des classes.

566 Nous entendons développer l'« Europe sociale » et écologique comme le cœur de la
567 construction européenne. L'Europe financière et monétaire doit être à son service. Une
568 autre conception du rôle de la BCE est décisive : une BCE pour un essor des services
569 publics et de l'emploi, avec notre proposition majeure de création d'un « Fonds de
570 développement social et écologique européen » et celle d'une nouvelle sélectivité de la
571 politique monétaire selon des critères d'efficacité sociale et écologique est un enjeu
572 particulièrement actuel

573 La bataille pour « changer l'Europe » doit être menée sur les fronts social, démocratique,
574 économique, écologique et politique avec des propositions radicales et réalistes. C'est
575 seulement ainsi que nous réussissons à faire refluer les forces d'extrême droite qui
576 aujourd'hui arrivent jusqu'à occuper des positions de pouvoir, notamment en Italie. Des
577 dizaines de millions d'Européen·ne·s véritablement progressistes sont conscient·e·s à juste
578 titre du besoin d'une construction européenne commune face à la montée des extrêmes-
579 droites, d'une mutualisation face au péril écologique, à la montée des pressions
580 internationales, de la crise financière, face au dumping fiscal et à l'écrasement social. Nous
581 voulons nous appuyer sur leurs aspirations et sur la protestation populaire pour construire
582 une résistance porteuse d'alternative. Les luttes sociales et politiques, l'action des partis
583 communistes et progressistes européens, du PGE (Parti de la gauche européenne) et des
584 élu·e·s au Parlement européen, peuvent être un appui pour modifier les rapports de forces
585 dans une perspective de changements profonds.

586 En Europe, le PCF travaille ardemment à l'unité entre forces communistes, de gauche,
587 organisations progressistes et écologistes, sur le fond comme dans l'action. Notre parti
588 entretient des relations bilatérales et multilatérales fructueuses pour les combats communs
589 de toutes celles et ceux qui font face tant à l'UE du capital qu'au retour du fascisme. Il est
590 à l'origine de la GUE-NGL (Gauche unie européenne-Gauche verte nordique) au
591 Parlement européen, du PGE et du Forum européen des forces progressistes. Il a vocation
592 à renforcer ces coopérations, avec tous les partis qui partagent l'essentiel de ses analyses et
593 de ses visées politiques.

594 Battons-nous en France, en Europe, avec les forces progressistes, les partis communistes,
595 les peuples, pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation.

596 1.3.6 Des exigences immédiates 597 pour refonder les relations internationales

598 Il faut continuer et amplifier nos campagnes de solidarité internationale (Cuba, Gaza,..).

599 La bataille pour la paix doit prendre une autre ampleur et la direction nationale élue par le
600 congrès prend l'engagement d'organiser une manifestation nationale pour la paix, dans des
601 conditions à déterminer.

602 La lutte politique pour comprendre et résoudre les causes des migrations subies, voire
603 contraintes, et pour aller vers une liberté de circulation et de migration est un enjeu de
604 solidarité internationale, à mener en commun avec les forces progressistes des pays
605 d'origine.

606 La France doit mettre ses forces en commun avec les nations et les peuples d'Europe et du
607 monde pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU et relever les
608 grands défis de l'humanité : pauvreté, emploi, inégalités, climat, biens communs, services
609 publics.

610 Nous devons engager un travail politique et de masse, en cohérence avec nos forces
611 militantes, médiatiques, nos élus, pour que des exigences internationales de fond se fassent
612 jour en franchissent un seuil qualitatif et quantitatif. Cela exige aussi de construire des
613 revendications communes sur ces points avec les partis communistes et mouvements
614 progressistes du monde.

615 Le PCF engagera trois batailles internationales de fond :

616 • pour la coopération des pôles publics bancaires et financiers nationaux existant dans
617 l'UE pour financer à bas taux le développement des services publics, jusqu'à un
618 Fonds européen solidaire ; pour assigner des critères d'efficacité sociale et écologique
619 à la politique monétaire de la Banque centrale européenne ; pour modifier le droit
620 européen sur les marchés publics et rendre obligatoire des critères sociaux,
621 environnementaux et géographiques ;

622 • contre le Mercosur, sa mise en œuvre immédiate et pour une négociation de la France
623 et de l'UE avec les pays du Sud global (Afrique, Asie, Amérique latine), dont les
624 BRICS (Chine, Brésil en particulier), afin d'instaurer des traités de maîtrise des
625 échanges et investissement internationaux pour le développement de l'emploi et des
626 biens communs (santé, environnement...) ;

627 • pour l'ouverture d'une conférence financière et monétaire mondiale de financement
628 des biens communs et des dettes publiques par une monnaie mondiale véritablement
629 commune, pour sortir du système dollar, dans la poursuite de l'Appel de Belém
630 *Financement de la transition écologique : changer pour faire face aux défis climatiques.*

631 1.4 Le projet communiste et la transition socialiste 632 vers une nouvelle civilisation

633 La crise de la civilisation capitaliste et libérale est si profonde qu'elle appelle à révolutionner
634 tous ses aspects.

635 En finir avec l'exploitation capitaliste, c'est répondre à la crise de suraccumulation du capital
636 en faisant prévaloir, contre la dictature de rentabilité qui épuise les êtres humains et la
637 nature, une nouvelle efficacité fondée sur le développement de toutes les capacités
638 humaines.

639 Être à la pointe de tous les combats pour l'égalité et contre toutes les dominations, c'est
640 répondre aux aspirations montantes dans la société à un dépassement des délégations de
641 pouvoir constitutives du libéralisme.

642 Le communisme est ainsi à la fois le but d'une civilisation nouvelle, et le chemin qui y
643 conduit.

644 Sur ce chemin, il faut surmonter un obstacle, la domination du capital.

645 C'est l'enjeu des luttes à mener, dès à présent, pour dépasser le marché du travail capitaliste
646 qui fait de la force de travail humaine une marchandise, en construisant une sécurité
647 d'emploi et de formation tout le long de la vie de chacun.e ; pour développer une nouvelle
648 efficacité des productions avec des critères écologiques et sociaux alternatifs à ceux de la
649 rentabilité ; pour prendre au capital son pouvoir sur l'utilisation de l'argent en imprimant
650 une nouvelle orientation au crédit bancaire et à la création monétaire ; pour construire une
651 nouvelle mondialisation de paix et de coopération.

652 C'est ainsi que se construira concrètement une appropriation sociale, du local au mondial,
653 des moyens de production, d'échange et de financement, concrétisant dans de nouvelles
654 institutions un pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans l'entreprise, un pouvoir
655 décentralisé des citoyens sur les entreprises, inaugurant une planification d'un type
656 profondément nouveau, des services publics transformés et prenant une place centrale, une
657 démocratie nouvelle, d'intervention et de participation, des libertés étendues dans tous les
658 domaines, une priorité aux capacités humaines, au vivant et au partage.

659 Cette société qui a sa cohérence, où les institutions mondiales ont pour moyens et mission
660 de développer les biens communs et la paix, mais où persistent encore les frontières
661 nationales, les États, la monnaie, etc. nous l'appelons un socialisme du XXI^e siècle,
662 autogestionnaire et de liberté.

663 Dans cette perspective, la conquête d'une participation au pouvoir d'État à l'échelon
664 national n'est pas le point de départ d'un processus révolutionnaire. Elle ne peut être que
665 le résultat d'un rassemblement majoritaire de notre peuple qui sanctionne des rapports de
666 forces issus d'une jonction entre des idées et des luttes sociales et politiques, les unes et les
667 autres de portée révolutionnaire.

668 Dès lors, l'exercice du pouvoir d'État n'est pas davantage un but en soi. Il sert à favoriser
669 la prise de pouvoir directe, autogestionnaire, des travailleurs et des citoyens sur l'utilisation

670 de l'argent et sur les décisions politiques et économiques que cette prise de pouvoir rend
671 possible.

672 « Pousser jusqu'au bout » le mouvement révolutionnaire issu des Lumières et du
673 mouvement ouvrier, c'est entendre ces nouvelles générations qui n'en peuvent plus des
674 délégations de pouvoir, au patronat dans l'entreprise, à des représentants de plus en plus
675 décrédibilisés par la crise dans la cité.

676 C'est donc répondre à la crise de l'État en s'appuyant sur les contradictions qui le traversent,
677 pour dépasser ces délégations de pouvoir par une prise de pouvoir directe des citoyens, des
678 travailleurs : c'est cela le communisme, depuis Marx et Engels, et de façon encore bien plus
679 actuelle aujourd'hui. Le travail collectif des communistes a permis de proposer des
680 modalités concrètes de cette transition socialiste et de sa cohérence avec le but final, une
681 société communiste : de nouvelles institutions instaurant une combinaison tout à fait
682 inédite entre autogestion et planification, avec en leur cœur le développement de nouveaux
683 services publics qui ne sont pas l'État mais qui peuvent être, en quelque sorte, une modalité
684 du dépassement de l'État.

685 Pousser jusqu'au bout le mouvement révolutionnaire, c'est aussi passer de « principes »
686 abstraits fondamentaux, comme la liberté ou le droit au travail, à leur mise en œuvre
687 effective. C'est donc ouvrir des pouvoirs nouveaux sur les moyens de rendre effectifs ces
688 principes : moyens financiers, juridiques, culturels, intervention dans la gestion des
689 entreprises, services publics.

690 Enfin, il faut une République internationaliste en actes, dont l'action internationale, les
691 institutions et les instruments de coopération se placent en permanence sous le contrôle
692 des travailleurs.es et des citoyen.nes. En particulier, dès aujourd'hui, les résidents étrangers
693 hors UE doivent avoir le droit de vote aux élections municipales.

694 Le développement de nouveaux services publics, placés sous la maîtrise de leurs usagers et
695 de leurs agents, est un enjeu central. Il répond aux besoins immédiats et contribue à la
696 construction d'une société axée sur la promotion des biens communs, au-delà du marché
697 et de l'État.

698 **2 Des axes de batailles immédiates** 699 **et structurantes**

700 Démocratie, travail, emploi, salaires (marché du travail), services publics, biens communs
701 et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions
702 politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous
703 devons investir immédiatement en nous aidant de la cohérence d'une transition socialiste
704 vers une nouvelle civilisation. Il s'agit, au total, d'avancer en pratique en rassemblant
705 largement, malgré les conflits inévitables, les contradictions, les compromis et les
706 incertitudes dans une construction qui puisse changer réellement la société et qui aide à
707 prendre conscience des enjeux, des blocages et du besoin d'une cohérence entre objectifs
708 socio-écologiques transformateurs, moyens financiers et pouvoirs nouveaux.

709 **2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs**

710 **2.1.1 L'emploi au cœur de la transformation sociale :**

711 **notre proposition de sécurité d'emploi et de formation**

712 Le chômage, la précarité, les emplois abêtissants et vides de sens ne sont pas des fatalités.
713 Prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail
714 utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation
715 et de qualification pour répondre aux besoins d'efficacité, de souplesse et d'adaptabilité de
716 la production moderne, nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation
717 permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses
718 revenus et de ses droits. Ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le
719 chômage, de révolutionner le contenu du travail, de commencer à dépasser l'opposition
720 travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès et d'adaptabilité
721 de la production moderne. Il ouvre la voie à une égalisation vers le haut, et à une nouvelle
722 organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former,
723 plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, culturelle et de
724 loisirs. Il permet ainsi de créer les conditions pour un dépassement des clivages de classe,
725 mais aussi de genre ou encore de génération.

726 Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'un
727 nouveau service public de l'emploi et de la formation et d'une protection sociale efficace
728 parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises. Des éléments essentiels
729 d'avancées immédiates vers ce projet ont déjà fait l'objet d'une proposition de loi des
730 députés communistes.

731 La culture et l'émancipation humaine sont au cœur de ce projet. Plus celui-ci va se
732 développer, plus il va appeler à une nouvelle culture, à un dépassement des anciennes
733 cloisons, de classe, de genre, de génération, entre nations, plus il va nécessiter la
734 participation de chacune et chacun aux activités culturelles et créatrices.

735 2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics

736 Les services publics doivent être une pierre angulaire d'une nouvelle civilisation, de la
737 construction d'une nouvelle citoyenneté et de la promotion de biens communs dans tous
738 les domaines. Il s'agit de contester la domination de l'Union européenne par le marché et
739 la concurrence aveugle, pour promouvoir un système de coopération où les services publics
740 rénovés et de nouvelles entreprises publiques joueraient un rôle décisif d'entraînement.

741 De nouveaux services publics doivent être créés, comme pour la petite enfance et le grand
742 âge, d'autres doivent être profondément transformés et leurs missions refondées, tels celui
743 de l'emploi, d'autres encore doivent être considérablement développés, comme la santé,
744 l'éducation, la recherche, l'enseignement supérieur, l'énergie, l'eau, les transports, l'écologie.
745 Ils doivent tous être profondément démocratisés et changer leurs relations tant avec les
746 agents qui y travaillent qu'avec les usagers.

747 Il est indispensable de promouvoir des entreprises publiques dans les secteurs de la
748 production et des services, visant à entraîner l'ensemble de l'économie en faveur d'une
749 réponse efficace aux besoins populaires et la sécurisation de l'emploi et de la formation.
750 Cela implique des nationalisations nouvelles, ayant pour objet une transformation profonde
751 des gestions avec de nouveaux critères, une barrière efficace à l'entrée des capitaux privés,
752 des financements émancipés des marchés financiers, des pouvoirs d'intervention des
753 salariés et de concertation avec les usagers, des coopérations très nombreuses et intimes en
754 France, en Europe, dans le monde.

755 2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale

756 au cœur du projet et de l'action des communistes

757 La santé est une préoccupation majeure de toutes les couches de la population : dégradation
758 constante et pernicieuse de l'hôpital public, aggravation de l'accès aux soins avec la
759 généralisation des déserts médicaux, tant ruraux que péri-urbains, augmentation des restes-
760 à-charges, avec notamment les décisions iniques du gouvernement d'augmenter les forfaits
761 par décret, généralisation des dépassements d'honoraires. Conjointement nous voyons
762 l'emprise grandissante du privé dans toute la sphère de la santé et du médico-social, à travers
763 la « préférence » des responsables de la majorité macroniste, à travers les ARS, pour
764 octroyer, ici des financements, là des autorisations, et injonction au public de se regrouper !

765 La sphère du service public de la santé et celle de la protection sociale se rétrécissent comme
766 « peau de chagrin » pendant que les grands groupes financiers investissent à tour de bras
767 dans la santé comme dans la protection sociale.

768 Le gouvernement de Macron veille, toujours et encore à favoriser leur intervention, en
769 s'attaquant plus avant aux dépenses publiques pour la santé, au budget de la Sécurité sociale.
770 Deux projets d'envergure sont en préparation, notamment le glissement de l'Assurance
771 maladie obligatoire vers les complémentaires santé, et la fusion entre le budget de la Sécurité
772 sociale et celui de l'État : deux projets chéris par le patronat !

773 Si nous constatons des difficultés de compréhension de la part des usager.e.s, sur le
774 fondement de notre système hospitalier financé par la Sécurité sociale et au-delà de notre

775 système de santé, il devient incompréhensible que notre parti ne se saisisse pas de cette
776 profonde inquiétude populaire quant à la difficulté croissante de pouvoir simplement se
777 soigner, d'être pris en charge correctement (en maternité, aux urgences, en psychiatrie... !)
778 de la naissance à la mort.

779 Notre silence actuel serait-il résignation devant la gravité de la crise sanitaire ?

780 Pouvons-nous nous contenter d'une modeste soirée, à l'occasion du 80ème anniversaire de
781 la Sécurité sociale et « passer à autre chose », sans aucune perspective de bataille politique
782 structurée ?

783 Pourtant, les potentialités ne manquent pas : pas un jour sans une action locale pour
784 préserver, ici un service d'urgence, là une maternité, et plus prégnante encore la
785 mobilisation des professionnel.le.s de la psychiatrie

786 Les syndicats, les associations, forces vives des mobilisations, représentent bien le socle
787 souhaité du rassemblement populaire que nous appelons de nos vœux depuis tant d'années.

788 Notre Parti est le seul à porter de véritables propositions de reconstruction d'un système
789 de santé public, en lien avec cette magnifique avancée qu'a été la Sécurité sociale et que le
790 capital veut détruire.

791 Faire vivre notre proposition de 100 % santé Sécu, aujourd'hui reprise par le mouvement
792 syndical et social, c'est donner à voir un projet progressiste et émancipateur pour toutes et
793 tous, contre la paupérisation du plus grand nombre et la financiarisation de toute la
794 protection sociale. Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de
795 réduire la dépendance aux thérapies innovantes, importées à 95%. Leur besoin, exponentiel,
796 exige le développement de la recherche médicale, de leur production, pour garantir leur
797 accès à tous les patients concernés. Il sera créé à partir des services publics existants LFB,
798 EFS, AP-HP,,,

799 Alors que les tenants du capital veulent faire de la Sécurité sociale un simple « filet de
800 sécurité », face aux aléas du marché (et non des aléas de la vie !), les communistes doivent
801 se saisir de la Sécu pour en faire un axe essentiel d'un développement socialement efficace
802 et d'un nouveau type de croissance. Notre originalité, et pertinence politique basées sur nos
803 propositions de financement développant la cotisation sociale (contribution des revenus
804 financiers des entreprises, modulation à la hausse du taux de cotisation patronale selon la
805 politique d'emploi et de formation de l'entreprise), permettant la suppression de la CSG et
806 des exonérations de cotisation sociale, nous distinguent des approches socio-démocrates
807 des autres forces de gauches. Elles sont, intrinsèquement le ciment d'un rassemblement
808 authentiquement révolutionnaire pour inverser le cours des choses !

809 Cette approche politique qui devrait être la nôtre et qui redimensionne toute notre
810 conception des besoins sociaux, en l'occurrence la santé, est indissociable d'un
811 acharnement à toute épreuve pour faire vivre la démocratie sociale.

812 Au-delà de la bataille à organiser pour le retour à des élections à des conseils
813 d'administration élargis, il s'agit de faire vivre la démocratie, à partir de l'expression des
814 besoins, dans les territoires, les départements, les régions et faire corps avec les aspirations,

815 les attentes des usager.es- citoyen.ne.s, les syndicats, les professionnel.le.s. C'est un type
816 nouveau de société à donner à voir, à partir de l'intervention agissante des premier.e.s
817 intéressé.e.s.

818 2.1.4 Une refonte écologique et culturelle 819 de la production et de la consommation

820 La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être
821 marchandisée, voire parfois privatisée. L'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin
822 de les décentrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production
823 et de consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les
824 rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la
825 répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture.

826 L'effondrement industriel de notre pays, à 9,84% du PIB fin 2024, avec les fermetures
827 d'entreprises et les licenciements économiques qui se poursuivent, pose un grave problème
828 de production de valeur ajoutée sur le territoire national. Une nouvelle industrialisation de
829 notre pays est nécessaire pour en finir avec l'appauvrissement de ses habitants, de leurs
830 services publics et de la Sécurité Sociale, pour faire face à l'urgence climatique et pour
831 résister efficacement aux pressions des impérialismes, des multinationales et des marchés
832 financiers. Elle mobilisera le potentiel de la révolution informationnelle, aujourd'hui
833 perverti par les multinationales, au service d'une nouvelle efficacité écologique et
834 économique donnant la priorité au développement de l'emploi et des qualifications. Elle
835 reposera sur des droits d'intervention nouveaux pour les populations et les salariés sur les
836 choix de gestion, et sur l'utilisation des leviers d'intervention publique à l'appui de nouveaux
837 critères de production, d'embauches, de recherche, d'investissements. Enfin, cela exige de
838 s'appuyer sur une électricité à bas coût impliquant une révision profonde des obligations
839 imposées à EDF, dont la politique de soutien aux énergies renouvelables.

840 Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de
841 l'écologie, mais aussi de la santé ou de la recherche ou du financement, mais aussi
842 entreprises productives industrielles, de commerce et de services, avec de nouveaux critères
843 de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères
844 d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans
845 » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se
846 rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité
847 et le système de pouvoirs. L'agriculture est aussi concernée, elle qui est de plus en plus
848 pénétrée par le capital, ses critères et le rapport salarial capitaliste.

849 De nouvelles conquêtes sociales et écologiques doivent être gagnées par des batailles
850 concrètes sur tous les sujets. C'est une bataille idéologique structurante, pour donner à voir
851 la nouvelle société que nous voulons construire. Le travail engagé avec le Plan Climat doit
852 être poursuivi dans ce sens. De même, les avancées récentes des réflexions du Parti sur la
853 place de l'agriculture dans un projet de refonte écologique et sociale des doivent être prises
854 en compte.

855 2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux

856 La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des
857 discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à
858 l'apparence physique, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes
859 droits à chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention. La
860 politique des boucs émissaires, des relégations territoriales, de l'incitation au racisme et de
861 la stigmatisation masque les vrais problèmes et les entretient. Cela appelle tout à la fois un
862 effort culturel, un effort démocratique, une justice réaffirmée, une autre police et un nouvel
863 âge des services publics. Par exemple, la défense d'un service public fort de la justice
864 prud'homale est un enjeu démocratique et social majeur. Les conseils de prud'hommes,
865 historiquement élus, assurent une justice proche des réalités du travail. La suppression des
866 élections a affaibli leur légitimité et éloigné les salarié·es de cet outil. Rétablir ces élections
867 contribuerait à redonner la parole au monde du travail et à renforcer la représentativité et
868 la défense des droits face aux employeurs.

869 La démocratie participative et d'intervention doit devenir un principe actif, un impératif
870 des politiques publiques, avec de réels moyens d'intervention directe des citoyennes et des
871 citoyens. Elle suppose la création de nouveaux pouvoirs, un essor considérable des libertés
872 et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun dispose des moyens
873 nécessaires à son accomplissement. Le rôle des salarié·e·s dans l'entreprise et des
874 populations concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses
875 représentants. Cet enjeu est au cœur de la lutte de classes d'aujourd'hui. Il s'agit de
876 transformer les gestions d'entreprises pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale,
877 territoriale et écologique. Il faut aussi de nouvelles institutions permettant l'intervention
878 populaire à tous les niveaux (des collectivités territoriales à l'État) pour une nouvelle
879 République allant de pair avec une nouvelle construction européenne.

880 Cela implique de permettre à toutes et tous de comprendre le monde pour le transformer,
881 de s'approprier des savoirs complexes et de construire une culture commune de haut niveau
882 grâce à des services publics de l'éducation, de la formation et de la culture renforcés et
883 profondément transformés.

884 2.3 Des moyens financiers

885 2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers

886 L'argent et la monnaie sont l'instrument majeur de la domination du capital sur l'économie
887 et la société. Un projet communiste doit promouvoir par la lutte un système de financement
888 radicalement différent. Les marchés financiers, les grands actionnaires et le grand patronat
889 imposent une logique de financement et de gestion qui soumet les entreprises à la
890 domination du capital. Pour imposer une tout autre logique, nous voulons prendre le
891 pouvoir sur l'utilisation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des
892 banques (crédit), des assurances (épargne). Au lieu de servir les profits, le coût du capital,
893 l'évasion fiscale, cet argent doit financer les investissements efficaces, l'emploi, la
894 formation, la recherche, l'écologie, l'égalité femmes-hommes, etc. Il doit aussi financer les

895 services publics dans les territoires au lieu de laisser la dette publique sous la coupe des
896 marchés financiers. Cet axe de transformation concerne tous les niveaux d'intervention :
897 régional, national, européen et mondial.

898 Outre les fronts que les luttes et l'actualité imposent, nous proposons que le congrès décide
899 d'une campagne permanente pour une autre utilisation de l'argent. Nous voulons faire
900 grandir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les
901 actionnaires, les banques et les marchés financiers, en leur opposant le besoin d'une autre
902 utilisation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires,
903 la satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques.

904 Trois chantiers de cette campagne sur l'utilisation de l'argent nous semblent prioritaires :

- 905 • la bataille budgétaire contre l'austérité, pour un fonds d'avance de 500 Md€ pour le
906 budget national, à 0 %, mobilisant le pôle public bancaire et financier français, pour
907 développer les dépenses d'emploi et de formation dans les services publics et leurs
908 infrastructures ;
- 909 • la bataille pour un Fonds européen solidaire pour les services publics, financé par la
910 création monétaire de la BCE, pour financer à 0 % les dépenses des États nationaux
911 développant les services publics ; elle pourrait dans un premier temps commencer
912 par une campagne nationale pour des pré-recrutements massifs assortis d'une
913 période de formation à l'hôpital, dans l'Éducation nationale, dans la recherche
914 publique, dans les transports, dans l'énergie, dans la justice, la police, etc.
- 915 • la bataille pour développer la cotisation sociale et le financement de la Sécurité
916 sociale, en créant une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des
917 entreprises et en instaurant une modulation des cotisations sociales employeurs à la
918 hausse pour les entreprises qui s'attaquent à l'emploi, aux salaires et aux dépenses de
919 formation.
- 920 • En parallèle, la nouvelle direction nationale a pour charge de mettre en place deux
921 dispositifs et de les faire vivre, en associant militants et élus : une cellule de veille et
922 de contact sur les aides publiques aux entreprises, et une cellule de veille, d'alerte et
923 d'aide à la riposte face aux suppressions d'emplois et d'entreprises.

924 De telles batailles dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité
925 populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre
926 influence et de nos forces organisées. Elles doivent permettre de mobiliser conjointement
927 militantes et militants, à l'entreprise et dans les localités, et élu·e·s communistes, dans la
928 diversité de leurs rôles respectifs et des moments politiques.

929 **3 Rassembler pour gagner la bataille contre** 930 **le capital**

931 **3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux** 932 **dont le capital écrase les vies et compromet l'avenir**

933 Dès lors que notre projet s'incarne dans une action politique pour ouvrir une issue à la crise
934 de civilisation telle qu'elle affecte la vie de nos concitoyennes et concitoyens dans le monde
935 d'aujourd'hui, une question se pose, celle des forces sociales capables d'imposer sa
936 réalisation.

937 La classe ouvrière proprement dite – celles et ceux qui produisent des marchandises en
938 transformant la nature par leur travail – représente une part importante du salariat moderne
939 mais ce sont surtout les autres couches salariées qui se sont accrues en nombre : employés,
940 techniciens, ingénieurs, cadres, dont les contributions à la création de richesses, pour être
941 moins directes, ne sont pas moins décisives dans les sociétés contemporaines.

942 Les formes actuelles de la lutte des classes portent la marque de deux transformations
943 majeures qui ont affecté nos sociétés depuis cinquante ans. La première résulte de la crise
944 de suraccumulation durable à laquelle ont cherché à répondre en catastrophe différentes
945 formes de dévalorisation de capital. Les grandes concentrations ouvrières du milieu du XXe
946 siècle ont été remplacées par des réseaux instables et mondialisés de grands groupes
947 industriels et de services, fortement dépendants des marchés financiers, et tenant dans leur
948 propre dépendance des tissus de sous-traitants dont les salariés connaissent des statuts plus
949 ou moins précaires, conçus pour briser les solidarités qui avaient fait la force des syndicats
950 et des partis de gauche pendant l'essor du capitalisme monopoliste d'État.

951 La deuxième source de transformation dans les rapports de classes réside dans la révolution
952 technologique informationnelle. Après le remplacement massif de la main des travailleurs
953 et des travailleuses par les machines-outils, trait distinctif de l'essor conjoint de la révolution
954 industrielle et du capitalisme, ce sont maintenant certaines opérations de l'esprit humain
955 que des machines viennent remplacer. Désormais, produire, c'est toujours agir sur la
956 matière pour la transformer, mais c'est, de façon prépondérante, et pour le plus clair du
957 temps d'une majorité des travailleurs, agir sur des informations. Il y a là un potentiel
958 révolutionnaire énorme, car les capacités humaines tendent à devenir décisives.

959 La crise actuelle tend à la fois à diviser les différentes catégories de salariés, et à les
960 soumettre à des sorts semblables. D'une part en précarisant, en pressurant, jusqu'aux agents
961 des services publics (soignant.e.s, enseignant.e.s, chercheur.se.s), en mettant en insécurité
962 les travailleurs « sans papier » faute de régularisation, et en prolétarisant jusqu'aux cadres
963 malgré l'accès à certaines parcelles du pouvoir économique que leur donne leur statut.
964 D'autre part, en accroissant le besoin de formation tout au long de la vie jusque pour les
965 catégories d'ouvriers et d'employés antérieurement considérées comme les moins
966 qualifiées. Dans toutes les couches du salariat se cherche une capacité nouvelle à contester
967 concrètement les logiques capitalistes dans les gestions d'entreprises, avec de nouveaux

968 critères d'efficacité économique, sociale et écologique, et une capacité à articuler cette
969 contestation à celle des dominations liées au genre ou à l'origine géographique, nationale,
970 ou culturelle.

971 Le capital, en tant que classe, domine et aliène le développement de toute la société et de
972 toutes les catégories sociales. Il s'oppose à leur plein développement, émancipé. Sa
973 domination se traduit dans les coûts qu'il fait supporter à la société, dans ses pouvoirs et
974 dans sa logique de rentabilisation financière, qui est de ramener tout à une valeur marchande
975 à rentabiliser. Ce faisant, il travaille l'intégration de multiples couches sociales, depuis les
976 cadres supérieurs, qu'il tente de rendre dépendant des revenus financiers, jusqu'aux auto-
977 entrepreneurs, en passant par tout le travail d'intégration des salariés à son idéologie et le
978 développement mondial des fonds de pension à partir de l'épargne des salariés.

979 Réunir ces différentes « fractions » est une bataille politique concrète, engageant au premier
980 chef la responsabilité d'un parti révolutionnaire, dans un affrontement contre tout ce que
981 fait le capital pour entretenir les divisions. A ce titre, il faut une régularisation globale des
982 travailleurs sans papiers sur simple preuve de la relation au travail. Un titre de séjour doit
983 autoriser le travail aux demandeurs d'asile pendant la période d'instruction de leur dossier
984 pour sortir ces citoyens de la précarité extrême et indigne, livrés à la surexploitation
985 capitaliste. Leur parcours professionnel doit être sécurisé en lien avec notre proposition de
986 sécurité d'emploi et de formation.

987 3.2 Un apport communiste pour fonder l'unité à gauche sur un 988 projet transformateur

989 Nous voulons transformer radicalement la société. Pour cela, nous conjugons luttes et
990 action dans les institutions, concertations entre intéressés et mise en pratique de projets
991 transformateurs, résistance et construction, rapport de forces social et d'idées, avec
992 construction politique. Nous le faisons sans nous enfermer dans les institutions, sans les
993 contourner non plus. Et nous voulons changer les institutions.

994 Notre présence dans les institutions a pour unique objet de faire avancer les
995 transformations sociales, d'y faire avancer tout ce qui peut avancer. Lorsque nous y sommes
996 minoritaires, elle est aussi un moyen de porter une parole et de faire connaître nos idées,
997 notre projet, comme dans une chambre de résonance. Elle a aussi pour but de résister aux
998 mauvais coups et de les révéler, voire de révéler les positions de nos adversaires. Chaque
999 fois que nous pouvons construire des majorités qui permettent des transformations nous
1000 nous y attelons. Elles peuvent montrer, notamment dans les collectivités où nous avons la
1001 responsabilité de gérer, la pertinence du projet communiste et de notre gestion. En cela
1002 notre présence, quelle que soit sa forme, doit viser à faire avancer la bataille d'idées.

1003 C'est pour tout cet ensemble de raisons que nous nous présentons aux élections. Les
1004 campagnes électorales sont elles-mêmes un temps fort de la bataille d'idées à laquelle nous
1005 affirmons qu'il est indispensable que nous participions. Encore plus pour les élections
1006 présidentielles, car elles sont profondément structurantes du rapport de forces politique de
1007 notre pays.

1008 Cela nous conduit à mener de front présence communiste et politique d'union, de
1009 rassemblement. Un rassemblement à la fois populaire et de forces politiques.

1010 La gauche est capable de créer une dynamique de changement, comme elle l'a montré dans
1011 notre histoire, avec les grandes conquêtes de 1936 et de la Libération en 1944-46. Elle est
1012 aussi capable d'échouer dans son ambition de transformation, même avec un élan populaire
1013 comme en 1981 ou en 1997-2002, voire d'y renoncer comme avec François Hollande en
1014 2012-2017. Mais ses valeurs de progrès, son ancrage au syndicalisme et dans le mouvement
1015 social et ouvrier, son humanisme et son internationalisme font qu'elle a été encore été
1016 capable de créer une dynamique inespérée empêchant en 2024 le RN d'obtenir la majorité
1017 à l'Assemblée nationale. De même, aux récentes élections municipales, des alliances sur une
1018 base claire ont pu, dans un certain nombre de cas, mettre en échec le RN et la droite
1019 réactionnaire.

1020 Mais la faiblesse de la gauche et l'espace électoral occupé par l'extrême-droite obèrent
1021 grandement les perspectives de réponse positive aux souffrances et aux colères de nos
1022 concitoyennes et concitoyens. Pour sortir de l'impasse, l'expérience a prouvé qu'il ne suffit
1023 pas de dénoncer le danger de l'extrême-droite, ni de démasquer la démagogie du
1024 Rassemblement National.

1025 Il faut proposer une perspective politique ancrée dans les luttes, qui, en retour, leur donne
1026 la force et la confiance nécessaires pour l'emporter sur le capital. Cette perspective ne peut
1027 pas être la répétition des expériences de 1981, 1997, encore moins de 2012. Leur échec,
1028 tout particulièrement face aux questions économiques, au « mur de l'argent », a fortement
1029 contribué à l'ascension de l'extrême-droite. La gauche doit renouveler profondément son
1030 logiciel, dépasser la coupure entre la gestion des entreprises et de l'économie, abandonnée
1031 au capital, et une action de l'État réduite à une correction des excès du capitalisme, de moins
1032 en moins efficace à mesure que la crise s'approfondit.

1033 C'est au prix de cet effort qu'elle pourra être à la hauteur de l'attachement à la démocratie
1034 et à l'unité qui demeure profondément ancré dans notre peuple.

1035 Favoriser cet effort de renouvellement de la gauche, le faire réussir pour qu'elle s'en prenne
1036 « à la racine » des difficultés, est de la responsabilité du Parti communiste. Sa bataille d'idées
1037 mais aussi son engagement dans l'action, dans les luttes sociales, dans les mobilisations pour
1038 l'égalité, contre les discriminations, pour la paix et la fraternité entre peuples. Car c'est dans
1039 l'action que les rapports de forces se construisent, que les consciences progressent, que les
1040 divisions se surmontent.

1041 Affronter les échéances électorales de 2027, c'est donc engager dès à présent les débats et
1042 les luttes sur les grandes exigences sociales et écologiques incontournables, ainsi que sur les
1043 moyens financiers et pouvoirs indispensables à la réponse à ces exigences. Cela va de pair
1044 avec une bataille politique publique sur ce qui devrait figurer dans un programme de
1045 gouvernement pour 2027.

3.3 Affirmer la présence du projet communiste dans les batailles électorales de 2027

Pour y parvenir, nous avons besoin que « les gens », que le mouvement social, que le mouvement des idées, s’emparent de ces idées transformatrices. C’est le sens d’une candidature communiste à l’élection présidentielle de 2027 : une candidature porteuse d’un programme en phase avec le projet communiste, avec l’ambition d’inscrire les batailles d’aujourd’hui dans le mouvement d’une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le vivant, la démocratie et non le capital, l’accumulation et les monopoles. Ce que nous appelons le début d’une transition socialiste.

Cette candidature sera un levier pour réveiller l’espoir à gauche et dans les mouvements sociaux, et pour faire naître une dynamique politique nouvelle

Il nous faut avancer, en parallèle, débat public, luttes et discussions de travail avec tous nos partenaires à gauche, voire avec le mouvement syndical qui a été partie prenante du NFP. Ce ne sera pas facile, mais il n’est pas d’autre voie. Cela concerne aussi bien la campagne présidentielle de 2027 que les élections législatives qui sont susceptibles de lui succéder. Une éventuelle négociation législative ne peut intervenir qu’après un travail avec nos partenaires sur des éléments communs de programme. Elle doit permettre à nos candidates et candidats à ces élections législatives de porter cette dynamique sur l’ensemble du territoire, contrairement à ce qui s’est produit aux deux précédentes élections législatives.

Toutes les dispositions seront prises pour que les communistes aient de bout en bout la maîtrise de cette séquence électorale.

Une conférence nationale, à l’automne, désignera notre candidate ou notre candidat à l’élection présidentielle, et fixera les grandes orientations de son programme. Une seconde, au début de l’année 2027, évaluera les effets de la dynamique que nous aurons créée et décidera des moyens à mobiliser pour favoriser au maximum le développement de cette dynamique compte tenu des risques et des opportunités qui se manifesteront à ce moment politique.

C’est ainsi que nous pourrons conjuguer l’indispensable apport communiste et l’esprit de responsabilité qui est le nôtre face au danger tangible d’accès de l’extrême-droite au pouvoir exécutif. C’est ainsi que nous préparerons tout à la fois les deux éventualités : résistance et construction.

4 Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXI^e siècle

Résister et construire, face à la dureté et à la complexité de la situation actuelle, exigent un parti communiste efficace car capable de comprendre et d'agir pour porter un projet de transformation radicale à tous les niveaux. Cela suppose une claire évolution de ses modes de fonctionnement, d'organisation et de direction, un véritable renouveau démocratique. Un renouveau qui s'incarne d'abord dans le développement massif de la formation à partir des avancées théoriques marxistes de ces dernières décennies, jusqu'à reconstruire une école du parti. Sur cette base, serait refondée l'action militante communiste articulant visée théorique et pratique politique de terrain ce qui passe non seulement par soutenir les luttes mais par les initier à partir de nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, les nouveaux pouvoirs de l'entreprise à la cité... C'est de cet échange permanent que se crée la capacité d'engendrer des transformations révolutionnaires.

C'est, dans l'immédiat, ce qui permet de dépasser les tensions et les risques d'émiettement de l'activité militante, en unissant les communistes autour d'une cause, d'un projet de transformation de la société élaboré et décidé en commun.

4.1 Un parti qui réfléchit collectivement

Pour agir face aux bouleversements absolument inédits qui agitent notre société, nous nous trouvons dans une situation comparable, par certains aspects, à celle où se trouvaient les fondateurs du marxisme au moment où la domination du capitalisme s'imposait à la faveur de la révolution industrielle.

Cela doit nous conduire à nous inspirer de la méthode qu'ils ont alors inaugurée : assimiler de façon critique les avancées les plus contemporaines de la recherche et des réflexions sur les sociétés humaines en les confrontant à l'expérience concrète de la lutte des classes.

C'est pourquoi la créativité de notre collectif militant dans l'exercice d'un marxisme vivant est plus indispensable que jamais. Nous pouvons faire fond, dans ce domaine, sur un riche patrimoine théorique, depuis la « bolchevisation » du Parti dans les années 1920 et 1930 jusqu'aux novations qui ont permis au PCF, à partir des années 1960, de dépasser les dogmatismes de la doctrine soviétique officielle.

Les moyens à mettre en œuvre à cet effet répondent donc à la nécessité de prendre au sérieux les enjeux théoriques et leur lien étroit avec notre action pratique dans la société. La maxime de Lénine selon laquelle « il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » demeure vraie plus que jamais.

4.1.1 Les commissions, creuset de l'élaboration politique

Les commissions nationales contribuent à fédérer des communistes de tous horizons autour d'une thématique commune alimentée par l'expertise militante de multiples fédérations. On y confronte des compréhensions plurielles du réel aux meilleurs outils

1114 d'analyse possibles au moyen d'une réflexion collective, à partir d'un socle théorique
1115 commun que l'on développe.

1116 Il convient de traiter autrement l'articulation entre le travail intellectuel produit par les
1117 commissions avec la forme et le fond de nos campagnes nationales. La dictature de
1118 l'instantanéité a certainement contribué à faire passer l'exercice communicationnel devant
1119 la réflexion de fond.

1120 Le PCF doit notamment s'appuyer sur ses revues et bulletins de commission. Ils doivent
1121 être renforcés et promus, y compris en dehors de nos rangs.

1122 4.1.2 La formation

1123 Il en va de même pour le secteur Formation. L'enjeu se situe autant à l'échelon de la
1124 formation initiale des communistes que de leur formation continue, afin d'utiliser les bons
1125 outils théoriques pour analyser un monde réel en perpétuel mouvement, sous l'effet de
1126 contradictions qu'il convient de repérer et de lire au regard des enjeux de notre temps.

1127 La formation des dirigeants et responsables, bien identifiée aujourd'hui comme un enjeu
1128 politique, doit être à la hauteur de cet enjeu, autant par la qualité de son contenu théorique
1129 que par les moyens qui lui sont consacrés. L'ambition de construire un parti révolutionnaire
1130 de notre temps justifie la création d'une école de formation, tirant le meilleur parti de
1131 l'expérience historique des écoles du PCF, et des moyens financiers et pédagogiques
1132 disponibles dans la société contemporaine.

1133 4.2 Un parti organisé pour agir 1134 dans la société et dans les institutions

1135 L'unité du Parti, réalisée autour d'un projet révolutionnaire répondant aux contradictions
1136 du monde contemporain, a favorisé une nouvelle visibilité du PCF et a suscité des
1137 adhésions issues d'une nouvelle génération de militantes et militants. Cependant, le nombre
1138 d'adhérents continue globalement de décliner, le maintien d'un nombre significatif d'élus
1139 grâce à des stratégies d'alliances ne compense pas la réduction de notre influence qui se
1140 confirme élection après élection, et la vie du Parti est traversée, au niveau local ou
1141 départemental comme au niveau national, de multiples tensions.

1142 Ne faut-il pas voir là les signes de ce qu'on pourrait appeler une crise du Parti, non pas au
1143 sens de difficultés insurmontables mais au contraire comme la recherche d'un dépassement
1144 de la contradiction entre un projet politique très novateur d'une part, et, d'autre part, une
1145 structure et des pratiques qui doivent, elles aussi désormais, prendre en compte ce caractère
1146 novateur ? De même que la faillite de la Deuxième Internationale, au début du siècle
1147 dernier, avait conduit, au fil d'une évolution non exempte de tâtonnements et de corrections
1148 progressives, à l'apparition d'un type nouveau de parti révolutionnaire, de même avon-
1149 nous aujourd'hui la tâche de mobiliser de façon novatrice l'immense patrimoine théorique
1150 et pratique de notre Parti au service d'une ambition révolutionnaire pour notre temps.

1151 Ce chantier est pour l'essentiel devant nous, c'est-à-dire devant tous les communistes qui
1152 auront à réfléchir collectivement aux dispositions à prendre pour le mener à bien. Ce texte

1153 se contente de proposer quelques grands principes qui pourraient, pensons-nous,
1154 contribuer à ces réflexions.

1155 4.2.1 Agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital

1156 Un trait distinctif des partis communistes est leur présence organisée sur les lieux de travail,
1157 là où le combat de classe affronte le pouvoir du capital en son cœur : l'utilisation de l'argent
1158 pour exploiter les êtres humains, piller la nature et soumettre la production et toute la
1159 société à sa soif inextinguible de rentabilité. C'est le moyen pratique de combler la coupure
1160 entre économique et politique.

1161 Nous avons fait d'une relance de l'implantation du Parti à l'entreprise une orientation
1162 majeure de nos derniers congrès. Les difficultés que nous rencontrons pour la mettre en
1163 œuvre dans la réalité de ce que sont devenus l'économie et monde du travail nous oblige à
1164 prendre en compte toute la dimension stratégique de cette orientation.

1165 L'action en direction des entreprises n'est pas un simple complément d'une activité
1166 politique structurée par les échéances électorales. Elle ne doit pas se limiter à l'expression
1167 d'un soutien aux luttes syndicales, ni à la diffusion d'un discours politique général, si
1168 nécessaire soient-elles. Le but est de participer à la bataille politique intense dont les
1169 entreprises sont le siège en alimentant concrètement les mobilisations sociales par des
1170 arguments et des initiatives porteurs d'une logique de développement de l'emploi, de la
1171 formation, de conquête de pouvoirs par les salariés, contre les logiques capitalistes de
1172 rentabilité.

1173 Cette orientation concerne l'ensemble de l'activité du Parti et ne se réduit pas à la création
1174 de cellules d'entreprises. Mais nos formes d'organisation en sont un aspect important. Elles
1175 peuvent faire appel à toute la souplesse que permettent nos statuts en partant de la réalité
1176 de la situation du Parti comme de l'évolution des formes d'activités et des modes de
1177 production, en favorisant en particulier la création de réseaux nationaux de communistes
1178 d'une même entreprise, d'un même groupe ou d'un même service public. Mais aussi, dans
1179 les zones d'activités économiques, plutôt que d'attendre l'éclosion spontanée de
1180 communistes, l'implantation de cellules ou de sections de zones à partir de camarades des
1181 directions départementales ou de sections voisines devrait permettre de se rapprocher des
1182 entreprises et du vécu de leurs salariés. L'affirmation de notre présence politique serait le
1183 moyen de tisser avec eux des liens nouveaux dans le but de faire entrer la politique à
1184 l'entreprise.

1185 4.3 Agir contre le capital, du local au mondial

1186 La force du PCF est son réseau militant organisé au plus près des lieux de travail et
1187 d'habitation, sans équivalent dans les autres partis malgré notre affaiblissement.

1188 Les cellules et les sections font connaître directement à nos concitoyennes et concitoyens
1189 notre projet et nos interventions dans l'actualité politique, tout en procurant à l'ensemble
1190 du Parti une connaissance fine des réalités sociales et de la façon dont nos concitoyennes
1191 et concitoyens les vivent.

1192 Elles sont les lieux essentiels où s'élaborent les idées et les décisions du collectif agissant
1193 que nous constituons. C'est sur cette intercréativité, en phase avec le projet d'un
1194 dépassement des délégations de pouvoir dans le champ politique comme dans le champ
1195 économique et dans le champ culturel, que peut se construire la cohérence et l'efficacité
1196 d'un Parti communiste de notre temps.

1197 Elles doivent pouvoir jouer ce rôle en disposant d'une grande autonomie d'initiative, ce qui
1198 nécessite une grande souplesse dans les formes d'organisation, et une intense vie
1199 démocratique pour favoriser l'élaboration, l'appropriation et la mise en œuvre créative par
1200 tous les communistes de nos orientations et de notre projet. Les dispositions esquissées au
1201 39^{ème} congrès pour renforcer l'exercice par les communistes de leur souveraineté, au niveau
1202 local, au niveau départemental et au niveau national doivent déboucher sur des avancées
1203 pratiques. En particulier, le recensement précis des forces militantes susceptibles d'être
1204 mobilisées sur les lieux de travail doit faire partie des toutes premières priorités du travail
1205 d'organisation dans les fédérations et au niveau national ;

1206 La dimension politique majeure du niveau régional, lieu de pouvoir décisif dans les groupes
1207 capitalistes et dans l'administration, doit être prise en compte.

1208 4.3.1 Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles

1209 La révolution féministe fait partie des bouleversements qui nous changent en changeant le
1210 monde dans lequel nous voulons agir.

1211 Dans notre fonctionnement, au-delà de ce qui reste à faire pour réaliser formellement la
1212 parité de nos instances, sa prise en compte rend possible de passer à une étape supérieure
1213 dans la prise en charge par les femmes de toutes les responsabilités politiques à tous les
1214 échelons, de la cellule à la direction nationale. Pour cela, il faut relier notre analyse de la
1215 situation spécifique des femmes dans notre société, qui peut les éloigner de l'engagement
1216 militant (cumul du travail salarié et travail domestique, revenus moindres, etc.), à des actions
1217 concrètes dans notre fonctionnement (d'une réflexion sur les horaires de réunions ou des
1218 modes de garde interne par exemple, à la politique de formation des cadres), mais aussi par
1219 la mise en avant de la révolution féministe au cœur de notre projet sans en faire un sujet «
1220 sociétal » secondaire : place centrale donnée aux services publics, à l'égalité salariale, à la
1221 sécurité d'emploi ou de formation, un parti acteur et force de proposition du mouvement
1222 pour les droits des femmes, des luttes contre les violences sexistes et sexuelles... comme
1223 constitutif de notre projet d'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

1224 De même, au-delà des efforts réalisés pour bannir de notre fonctionnement les violences
1225 sexistes et sexuelles ou les manifestations d'homophobie, une étape nouvelle est à franchir
1226 pour prendre en compte l'abolition de toutes les discriminations comme un objectif
1227 constitutif du projet communiste et, par voie de conséquence, de notre action politique
1228 quotidienne.

1229 4.3.2 Jeunesse

1230 Bien que les fondements de l'exploitation des plus jeunes soient les mêmes que pour toutes
1231 les générations, ils sont accentués par des mécanismes qui accentuent les clivages et

1232 renforcent les inégalités : contrats d'intérim, services civiques, stages mal – ou non –
1233 rémunérés, apprentissages, etc.

1234 Dans ce contexte, le Mouvement Jeunes Communistes de France et sa branche étudiante,
1235 l'Union des Étudiants Communistes ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de
1236 leurs réalités quotidiennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec
1237 les enjeux du combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.
1238 L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour
1239 les communistes

1240 Le PCF travaille donc avec le MJCF dans une complémentarité nourrie par des échanges
1241 permanents et fraternels, à l'ensemble des échelons des deux organisations.

1242 4.4 Le PCF et les institutions

1243 L'affaiblissement de notre base électorale et de notre organisation a fait de la présence des
1244 élus communistes une condition de l'existence institutionnelle du Parti, de ses moyens
1245 financiers, de sa visibilité pour la population.

1246 Parallèlement, la reconnaissance de l'autonomie d'action des élus dans l'exercice de leur
1247 mandat est un acquis irréversible. Il reste à mieux faire de cette action une contribution au
1248 mouvement d'ensemble pour la transformation de la société et pour rassembler les forces
1249 qui peuvent y contribuer.

1250 Des élu.e.s qui ainsi placé.e.s dans une nouvelle relation avec leur parti, pourront disposer
1251 du soutien des directions à chaque niveau et les nourrir de leurs expériences.

1252 Une perspective qui suppose un nouveau type de direction nationale.

1253 4.5 Des instances pour animer l'action collective

1254 Un parti agissant, uni autour d'un projet donnant sa force et sa cohérence à l'engagement
1255 de ses membres, a besoin d'une direction plus resserrée au sein de laquelle les divers niveaux
1256 d'initiatives et de prises de décisions soient clairement identifiés et transparents.

1257 Pour jouer véritablement son rôle de direction et d'orientation politique, le conseil national
1258 a besoin de se réunir sur un temps plus long afin de prendre le temps de la prise de
1259 décisions, d'en assurer le suivi tout en garantissant leur conformité aux orientations de
1260 congrès. Il devra également consacrer à chacune de ses séances un temps de débat à partir
1261 d'un travail présenté par les commissions thématiques afin que le fruit de celui-ci devienne
1262 la propriété de tout le parti et un axe de son intervention. Des temps de travaux de réflexion
1263 de groupe avec une restitution collective pendant le CN peuvent permettre la mise en œuvre
1264 de nos décisions. Chaque membre de la direction nationale a un rôle à jouer et notre
1265 fonctionnement doit lui en donner les moyens.

1266 Le comité exécutif national doit systématiquement s'assurer que les décisions prises en CN,
1267 en conférence nationale, en congrès soient respectées et restent fidèles à leur visée initiale.
1268 Il doit jouer pleinement son rôle d'exécution effective d'orientations fixées collectivement.
1269 Ne faudrait-il pas instaurer un rapport d'activité au congrès avec des points d'étape réguliers
1270 présentés devant le CN ?

1271 Toutefois, avec ses quarante membres, ses réunions espacées, le CEN, tel qu'il est conçu
1272 actuellement, ne peut pas assumer ses fonctions de direction opérationnelle.

1273 C'est pourquoi il conviendrait de gagner en transparence, en légitimité et en responsabilité
1274 politique avec la création d'une instance restreinte, un secrétariat, à parité, désigné par le
1275 CEN ou le CN pour garantir la collégialité de la prise de décision au sommet et préserver
1276 notre Parti du présidentielisme qui caractérise l'ensemble du système politique français.

1277 De manière générale, il conviendrait de réduire les effectifs du CEN et du CN et de fonder
1278 leur composition sur la diversité des secteurs d'expertise et l'implication militante en veillant
1279 à ce que les diverses sensibilités soient intégrées.

1280 4.6 Communication

1281 La communication nationale du parti doit être au service de la bataille d'idées à partir des
1282 contenus de transformation dont il est porteur en même temps qu'une aide précieuse à
1283 l'action de terrain.

1284 L'ambition de notre projet communiste, loin de le rendre inaccessible à nos concitoyennes
1285 et à nos concitoyens, nous donne au contraire une multitude de façons d'en faire percevoir
1286 la cohérence à partir des préoccupations quotidiennes de chacune et de chacun. C'est elle
1287 qui nous identifie dans la bataille idéologique. D'où le besoin qu'elle ne soit pas élaborée
1288 de façon autonome par rapport aux instances nationales où sont élaborées ces mêmes idées.

1289 C'est à un progrès radical dans ce sens que devraient être consacrés les efforts déployés
1290 pour faire connaître et identifier l'expression publique du Parti sur les multiples supports
1291 de communication dont la révolution informationnelle fait un terrain stratégique de la
1292 bataille politique.

1293 Cela met à l'ordre du jour une réflexion sur la création la mise en place d'un média vidéo
1294 web, diversifié et politique, attractif dans la forme.

1295 Vecteurs de diffusion de nos idées, les moyens de communication nationaux ne se
1296 substituent pas au contact direct avec les adhérent.e.s, avec les citoyennes et les citoyens à
1297 l'entreprise comme dans la cité. En cela les publications locales – tracts, journaux de section,
1298 de fédération, intervention dans les médias locaux – sont irremplaçables.

1299 *CommunisteS* qui pour l'essentiel, relaie des informations nationales, doit voir sa ligne
1300 éditoriale évoluer afin de devenir vraiment un outil de partage et d'échange d'expériences
1301 et d'informations entre communistes.

1302 L'existence de *L'Humanité* demeure précaire. Pour une part déterminante, elle tient au
1303 soutien militant et financier des communistes. Nombreux sont celles et ceux qui
1304 s'interrogent au regard du contenu de ce journal. Est aujourd'hui posé l'enjeu d'un journal
1305 communiste de notre temps, tout à la fois d'information, d'analyse au service de la diffusion
1306 des idées communistes en-même temps qu'espace d'échanges et d'ouverture au débat
1307 d'idées. Cela passera par un nouveau type de relations, à inventer, entre les communistes et
1308 *l'Humanité* dans le respect de l'indépendance journalistique.

1309 4.7 Finances, moyens

1310 Dans notre visée communiste, les finances et les moyens organisationnels sont conçus
1311 comme des outils au service des luttes, du monde du travail et de l'action politique pour
1312 faire partager notre projet de transformation de la société.

1313 Ils ne constituent pas une fin en soi, mais un levier collectif permettant de soutenir les
1314 mobilisations, de renforcer l'organisation militante, de diffuser les idées communistes et de
1315 défendre les intérêts des travailleurs. En ce sens, ils sont décisifs et exigent un effort de
1316 l'ensemble du Parti.

1317 Dans un souci constant de transparence, la solidarité et la mutualisation des ressources y
1318 occupent une place centrale.

1319 Dans cette perspective, les finances sont mises au service de l'éducation populaire et de la
1320 formation des militant.e.s, de l'ancrage local et du soutien aux luttes sociales, avec l'objectif
1321 constant de renforcer notre capacité d'intervention auprès du monde du travail et dans
1322 l'ensemble de la société. L'action des communistes dans les entreprises dans les lieux de vie
1323 et leur expression en direction des salariés doit être une priorité dans l'attribution des moyen
1324 financiers et de communication.

1325 Conclusion

1326 En adoptant ces orientations, nous ne passons pas à autre chose
1327 jusqu'au prochain congrès, nous accomplissons un acte politique qui
1328 nous engage. C'est l'ambition révolutionnaire de ces orientations qui
1329 fonde notre unité, qui nous procure une boussole pour agir dans un
1330 monde chaotique. C'est elle qui va nous donner la force, dans les luttes
1331 quotidiennes et dans les péripéties de la vie politique, de viser en toutes
1332 circonstances un cap : la construction d'une civilisation libérée de
1333 l'exploitation et de toutes les formes d'oppression et de domination.
1334 La force d'agir en pratique pour ouvrir le chemin socialiste vers un
1335 monde radicalement différent de l'ordre existant. En un mot, la force
1336 d'être un Parti communiste du XXIe siècle.